



République du Tchad
Ministère de l'économie
et de la planification du
développement



Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT)



RAPPORT TRIMESTRIEL D'ACTIVITES

Avril-Juin 2020

Informations sur le Programme		
Titre du projet	Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad	
Numéro Atlas	00101015	
Priorités nationales (Vision 2030, PND 2017 - 2021) :	Axe III : Le développement d'une économie robuste et compétitive.	
Effet(s) de l'UNDAF 2017-2021 :	Effet 7 : D'ici à fin 2021, l'Etat met en œuvre une politique nationale de développement impulsant une croissance inclusive engendrant la création d'emplois et d'opportunités notamment en faveur des jeunes et des femmes y compris les réfugiés.	
Plan Stratégique du PNUD 2018-2021	Progrès tangible 1 attendu : L'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions et le maintien des populations hors de la pauvreté ; Progrès tangible 2 attendu : L'accélération des transformations structurelles propices au développement durable, en particulier grâce à la mise en œuvre de solutions innovantes ayant des effets multiplicateurs positifs sur la réalisation de l'ensemble des objectifs de développement durable.	
Produit(s) et résultat(s) institutionnel(s) CPD 2017-2021	Produit 1.2 : Des chaînes de valeurs durables sont développées et créent des emplois Produit 1.3 : Les institutions nationales et décentralisées sont capables de créer de meilleures conditions de vie et des emplois Produit 2.1 : Les institutions démocratiques au niveau central et local sont capables de mettre en œuvre les fonctions clés pour améliorer la redevabilité, la participation et la représentativité Produit 4.3 : Les capacités des administrations publiques aux niveaux national et décentralisé permettent de fournir des services améliorés de base et de répondre aux priorités des communautés	
Pays	Tchad	
Région	RBA	
Date de signature du document de projet	01 Mars 2018	
Dates du projet	Démarrage	Fin prévue
	01 Janvier 2018	31 Décembre 2021
Budget du projet	424 000 0000 USD	
Dépenses engagées au 31 Mars 2020	6 383 467,34 USD	
Source de financement	PNUD, BADEA	

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	10
SIGLES ET ABREVIATIONS	11
RESUME ANALYTIQUE	12
II.2 SITUATION FINANCIERE	12
III.2 ANALYSE DE LA MISE EN ŒUVRE	8
DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRO-SYLVO-PASTORALES ET HALIEUTIQUES	10
PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIERE ET SOCIALE DES POPULATIONS	11
COMPOSANTE 4 : GESTION, FONCTIONNEMENT, SUIVI	11
SUIVI DES ACTIVITES DU PTA 2020	11
III.2 SUIVI DES INDICATEURS DE RESULTATS	25
II.2 SUIVI DES RISQUES	24
III.2 PARTICIPATION ET EXPRESSIONS DES BESOINS DES PARTIES PRENANTES	21
III.2 ACTIONS DE COMMUNICATION ET DE VISIBILITE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
IVI.2 APPRENTISSAGE ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS	21
LES CAPACITES OPERATIONNELLES DES ENTREPRISES NATIONALES EN QUESTION	21
EAU, ENJEU MAJEUR DES FERMES INTEGREES ET DES AMENAGEMENTS HYDROAGRIQUES	21
VI.2 DIFFICULTES RENCONTREES	26
VII.2 DEFIS MAJEURS	26
VIII.2 PERSPECTIVES DU 2^{EME} TRIMESTRE 2020	27
VIII.2 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	27
IXI.2 ANNEXES	27
A. ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT SUR LES FERMES INTEGREES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
REFERENCES	28

Sigles et abréviations

APEMF-T :	Association Professionnelle des Etablissements de Microfinance au Tchad
BADEA :	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BDEAC :	Banque de Développement des Etats de l’Afrique Centrale
CDA :	Comité Départemental d’Action
CLA :	Comité Local d’Action
CMSF :	Centre Multifonctionnel de Services Financiers
COBAC :	Commission Bancaire de l’Afrique Centrale
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
CPA :	Comité Provincial d’Action
CPD	Country Programme Document
CRASH	Centre de Recherche en Anthropologie et Sciences Humaines
DIM :	Direct Implementation Modality
EMF :	Etablissement de Microfinance
FASEC :	Fonds Alternatif de Soutien à l’Entrepreneuriat et au Commerce
FDL :	Fonds de Développement Local
FIF :	Fonds d’Innovation Financière
FRG :	Fonds de Refinancement et de Garantie
ITB	Invitation to Bid
MEPDCI	Ministère de l’Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale
OCB :	Organisation Communautaire de Base
ODD :	Objectifs de Développement Durable
OSC :	Organisation de la Société Civile
PADLFIT :	Programme d’Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad
PDC :	Plan de Développement Communal
PDP :	Plan de Développement Provincial
PND :	Plan National de Développement
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSF :	Prestataire de Services financiers
PST :	Prestataire de Services Techniques
PTA :	Plan de Travail Annuel
UNDAF :	United Nations Development Action Framework

Résumé analytique

Elaboré par le Gouvernement avec l'appui technique et financier du PNUD dans le cadre du Plan National de Développement 2017-2021, le Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT) a pour objectif général de contribuer à la réduction de la pauvreté à travers la promotion du développement local, le développement des chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales et halieutiques et la promotion de l'inclusion financière et sociale des populations les plus vulnérables.

Après une année de mise en œuvre d'activités test dans la Province pilote de la Tandjilé, des enseignements ont été tirés qui ont conduit à la mise en place d'une nouvelle stratégie d'opérationnalisation validée par le comité de pilotage du 29 Janvier 2020. Cette nouvelle stratégie de mise en œuvre repose essentiellement sur l'implication des services déconcentrés de l'Etat, les collectivités locales, les institutions publiques ainsi que les ONG locales dans l'exécution et le suivi des activités.

Le premier trimestre de cette année 2020 a été marqué par le succès du lancement officiel du programme à Laiï, et le démarrage effectif des travaux de construction des marchés ruraux dans la province de la Tandjilé.

Au deuxième trimestre, la mise en œuvre et le suivi des activités ont été affectés par la pandémie de COVID-19. Les mesures prises par le Gouvernement et celles du système des Nations Unies pour faire face à la pandémie ont ralenti l'avancement des travaux sur les chantiers et le démarrage de nouvelles activités planifiées.

Pour intégrer les objectifs de renforcement de la résilience socioéconomique face à la crise de la COVID-19, un comité de pilotage extraordinaire a été organisé le 25 avril 2020 pour définir la stratégie de mobilisation des ressources nécessaires.

Sur le terrain, l'état d'avancement général des travaux de construction des cinq (05) marchés ruraux dans la Province de la Tandjilé est de 29%. Ce faible taux ne peut être entièrement imputé à la pandémie. Il reflète surtout les défaillances organisationnelles et opérationnelles des entreprises en charge des travaux. Au niveau des fermes intégrées également les installations de pompages et les réseaux d'irrigations ne sont pas totalement opérationnels. L'UGP est mobilisée pour apporter des solutions à ces problèmes et en tirer toutes les leçons pour améliorer la mise en œuvre des prochaines activités.

I Situation financière

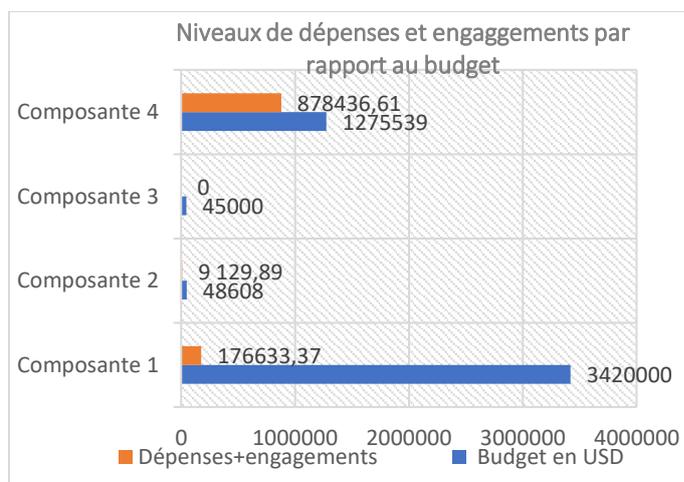
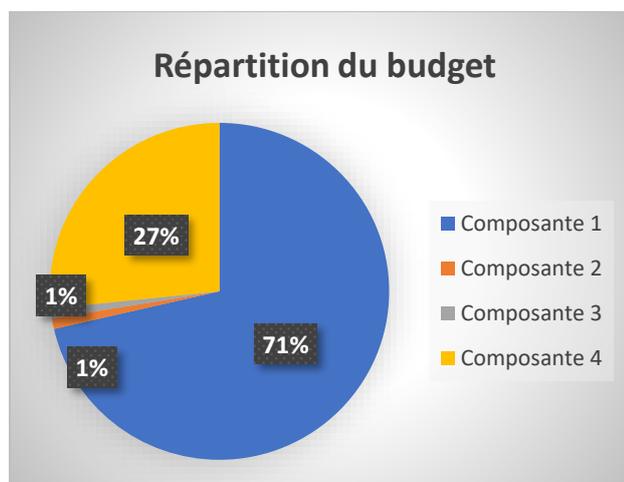
Le plan de travail annuel de 2020 a été approuvé par le comité de pilotage sur la base de la mise en œuvre des activités dans cinq (05) provinces au moins avec un budget annuel moyen de USD 18,5 millions par province. En attendant le décaissement de ces ressources promises, le PADLFIT a démarré l'année 2020 avec un budget de USD 1 723 608 auquel s'est ajouté le décaissement de la deuxième tranche de la BADEA d'un montant de USD 3 000 000.

Le tableau ci-dessous présente l'état des dépenses et des engagements de l'année 2020 au 30 juin 2020.

N°	Composante du projet	Budget en USD	Total dépenses	Engagements en USD	Balance au 30 juin 2020	Taux d'utilisation du Budget
			en USD			
1	Promotion du développement local à travers l'amélioration de l'accès aux énergies propres et aux services socio-économiques de base en faveur des Collectivités locales, des Entreprises et des Populations	3 420 000	84 726,08	91 907,29	3 243 366,63	5,16%
2	Développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques et des micro-entreprises créatrices de valeurs et d'emplois	48 608	9 129,89	-	39 481,05	18,78%
3	Promotion de l'inclusion financière et sociale des populations	45 000	-	-	44 997,06	0,01%
4	Gestion, Communication, visibilité, suivi évaluation et audits	1 275 539	786 426,99	92 009,62	397 102,39	68,87%
Total		4 789 147	880 282,96	183 916,91	3 724 947,13	22,22%

Situation financière de l'année 2020 au 30 juin

Budget, dépenses et engagements de l'année 2020 au 30 juin



II Analyse de la mise en œuvre

Le plan de travail annuel validé par le comité de pilotage du 29 Janvier 2020 prévoit d'étendre les activités du programme sur cinq (5) provinces au minimum y compris la province de la Tandjilé.

Les cibles visées dans ce PTA sont les suivantes :

- 40 kits énergétiques propres permettant d'améliorer l'accès des populations aux services énergétiques propres ;
- 40 stations hydrauliques (forages, châteaux d'eau, postes d'eau, abreuvoirs) ;
- 2 000 hectares de terres aménagées / irriguées ;
- 40 marchés ruraux comprenant des magasins de stockage, des boutiques, des chambres froides ;
- 250 kits d'équipements structurants (incluant des plateformes multifonctionnelles) ;
- 40 centres culturels comportant des salles multimédia, des salles de conférences, de terrains de sports, d'espace théâtrale ;
- 5 centres provinciaux de métiers conçus sous le modèle des centres Songhaï comme lieu d'incubateur d'entreprises ;
- 2 filières à fort potentiels valorisées dans chacune des 5 provinces ;
- 60 guichets et/ou centres multifonctionnels de services financiers ;
- 125 000 ménages financés pour le développement des activités génératrices de revenus.

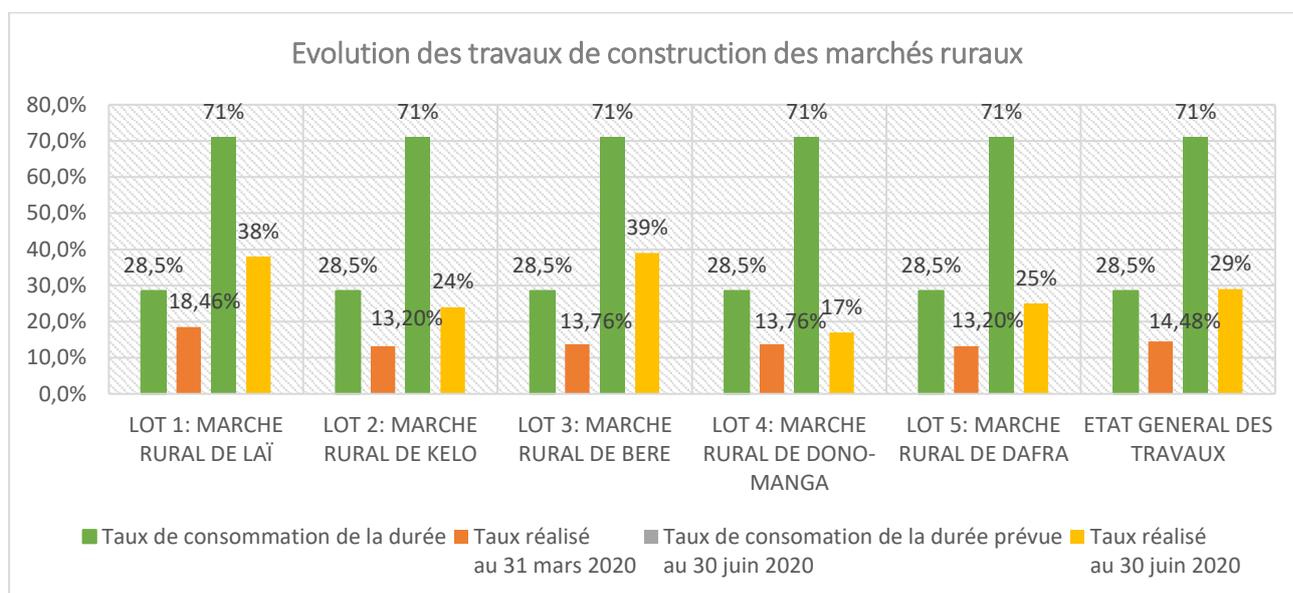
Ces cibles intègrent celles qui n'ont pu être atteintes en 2019. Ce sont donc les activités commencées à la fin de l'année passée qui se sont poursuivies conformément au Plan de travail 2020. Du fait de la pandémie de la COVID-19 qui a profondément changé le contexte national et international, avec un impact direct sur la mobilisation des ressources et sur les conditions de travail, aucune nouvelle activité n'a été initiée au deuxième trimestre. Malgré la présence de quelques collègues sur le terrain, le suivi des activités en cours dans la Tandjilé a été gravement impacté. Les difficultés dans l'organisation des missions de suivi et la faible implication des autorités locales et des responsables des services déconcentrés de l'Etat ont favorisé un déficit d'information sur les défaillances techniques et opérationnelles des partenaires de mise en œuvre des activités de construction des marchés ruraux et d'aménagement des fermes intégrées.

Composante 1 : Promotion du développement local

Au niveau de la composante 1 (promotion du développement local), les travaux de construction des cinq (05) marchés ruraux dans les chefs-lieux des cinq (05) départements de la Tandjilé (Lai, Kélo, Béré, Dafra et Dono-Manga), ont pris du retard par rapport au planning prévisionnel. Après cinq mois (71% de la durée contractuelle des travaux) l'état d'avancement général des travaux est de 29% et sur les différents chantiers l'évolution des travaux se présente comme suit :

Etat d'avancement des travaux de construction des marchés ruraux

LOTS	Etat d'avancement des travaux au 31 mars 2020		Etat d'avancement des travaux au 30 juin 2020	
	Temps consommé au 31 mars 2020(%)	Taux réalisé	Temps consommé au 30 juin 2020	Taux réalisé
LOT 1: MARCHE RURAL DE LAÏ	28,5%	18,46%	70%	38%
LOT 2: MARCHE RURAL DE KELO	28,5%	13,20%	70%	24%
LOT 3: MARCHE RURAL DE BERE	28,5%	13,76%	70%	39%
LOT 4: MARCHE RURAL DE DONO-MANGA	28,5%	13,76%	70%	17%
LOT 5: MARCHE RURAL DE DAFRA	28,5%	13,20%	70%	25%
ETAT GENERAL DES TRAVAUX	28,5%	14,48%	70%	29%



Vue des travaux du Marché rural de Laï



Vue des travaux du marché rural de Kélo



Vue des travaux du marché rural de Béré



Vue des travaux du marché rural de Dafra



Vue des travaux du marché rural de Donomanga

Composante 2 : Développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques

Exécutés pour le compte de la composante 2, les travaux d'aménagement hydro-agricole (foration, installation des réseaux d'irrigation, parcellisation) sur les fermes intégrées qui ont effectivement commencé au dernier trimestre 2019 se sont achevés au premier trimestre 2020. Toutefois les installations ne sont pas pleinement opérationnelles. Une mission de suivi et d'évaluation effectuée du 27 juin au 04 juillet 2020 a recommandé une évaluation technique des installations afin de corriger les défaillances constatées sur les systèmes de pompage qui ne produisent pas le débit d'eau escompté.



Système de pompage d'eau de la ferme de Lai



Maraichage sur la ferme de Lai



Système de pompage d'eau de la ferme de Nangassou



Système de pompage d'eau de la ferme de Kagalpaye

Composante 3 : Promotion de l'inclusion financière et sociale des populations

Au niveau de la composante 3, le mécanisme de mise en œuvre du FRG a été validé par le comité de pilotage lors d'une réunion extraordinaire organisée le 25 avril 2020. Au niveau des activités planifiées aucune initiative n'a été prise au deuxième trimestre faute de ressource, les fonds décaissés par la BADEA étant exclusivement orientés vers les infrastructures socioéconomiques prévues dans la composante 1.

Composante 4 : Gestion, fonctionnement, suivi

La pandémie de la COVID-19 et les mesures sanitaires inhérentes ont quelque peu affecté la dynamique enclenchée au lancement officiel du programme à Lai, le 28 février 2020. Toutefois, les impacts prévisibles de la pandémie ont aussi mis en exergue toute la pertinence et l'urgence des activités du PADLFIT dans le renforcement de la résilience socioéconomique des populations. Dès lors, le PADLFIT a été retenu par le Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale pour servir de plateforme de mobilisation de ressources et de mise en œuvre du plan de résilience socioéconomique face à la pandémie.

Pour relever le défi de la mobilisation des ressources, en plus du recrutement d'un consultant international spécialisé, un comité ad hoc réunissant les compétences du MEPDCI a été mis en place. Une réunion extraordinaire du comité de pilotage a, par ailleurs, été organisée le 25 avril 2020 pour adopter cette nouvelle stratégie et la nouvelle dynamique de mobilisation de ressources dictée par le changement profond du contexte national et international de développement. Lors de cette réunion les membres du COPIL ont :

- Donné un avis favorable pour l'utilisation du PADLFIT comme plateforme pour la mobilisation des ressources et la mise en œuvre de la réponse au de COVID-19 avec l'implication de toutes les parties prenantes ;
- Recommandé au PADLFIT en tant que plateforme de se rapprocher de chaque Ministère sectoriel pour la mise en œuvre des activités liées à l'urgence du COVID 19 sur le terrain avec l'implication de toutes les parties prenantes ;
- Adopté le mécanisme de mise en œuvre du Fonds de Refinancement et de Garantie (FRG) ;
- Recommandé l'actualisation de l'organigramme, le document de projet et le plan de travail annuel 2020 du PADLFIT en collaboration avec le comité ad 'hoc de mobilisation des ressources sur la base des nouveaux éléments approuvés par le comité et les soumettre à la signature du Président du COPIL et du PNUD pour leur mise en œuvre ;

- Recommandé l'implication de tous les Ministères sectoriels dans la gestion et le suivi des activités liées à la réponse à la COVID-19 en associant toutes les parties prenantes ;
- Recommandé à l'UGP de se rapprocher de la Banque Mondiale et des autres partenaires pour l'accélération de la mise en place du FRG.

Suivi des activités du PTA 2020

Les détails des performances du deuxième trimestre en termes d'activités réalisées ou de tâches exécutées sont présentés dans les tableaux ci-après.

Etat de réalisation des activités de la composante du 1^{er} Avril au 30 juin 2020

Output	Activités	Statut de l'activité	Tâches accomplies au 2 ^{ème} trimestre 2020	Résultats de l'année 2020 au 30 Juin	Cibles du PTA 2020
1.1 : Les Collectivités locales, les entreprises et les ménages disposent de services énergétiques propres favorisant leur accès aux services socioéconomiques de base (eau, santé, éducation et assainissement)	1.1.1 Appuyer la mise en œuvre des plans de développements provinciaux pour 5 provinces	En cours	Elaboration des TDR pour l'actualisation du guide d'élaboration des PDP et PDC		5 PDP élaborer ou actualisés
	1.1.2 Aménager, réhabiliter ou irriguer 2000 ha de terres agricoles dans 5 provinces	En cours	Suivi des travaux d'aménagements des fermes intégrées	50 ha de terres agricoles aménagées dans la Province de la Tandjilé	2000 ha de terres agricoles aménagées et irriguées
	1.1.3 Appuyer la mise en place de 40 kits de services énergétiques propres dans 5 provinces	En cours			40 kits énergétiques solaires mis en place dans 5 provinces
Output 1.2 : Des infrastructures et équipements structurants (Plateformes Multifonctionnelles et autres) sont fonctionnels avec des modules techniques adaptés et opérationnels	1.2.1 Appuyer la mise en place de 250 unités de transformation (en moyenne).				250 unités de transformation mises en place dans 5 provinces
	1.2.2 Construire 40 marchés ruraux dans 5 provinces	En cours	Suivi des travaux de construction de 5 marchés ruraux dans la Tandjilé ;	29% des travaux de construction de 5 marchés ruraux dans la Tandjilé exécutés	40 marchés ruraux construits dans cinq provinces
	1.2.3 Construire 40 centres culturels				40 centres culturels construits dans 5 provinces
	1.2.4 Construire 40 stations hydrauliques	En cours	Planification du diagnostic des PMH de la Tandjilé		8 marchés ruraux sont construits dans la Province de la Tandjilé.

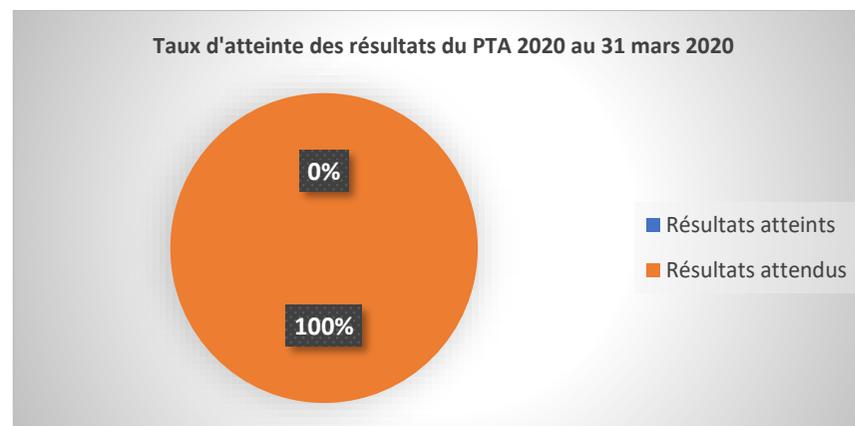
Output 1.3 : Les acteurs institutionnels, techniques et opérationnels du développement local sont plus performants et efficaces dans leurs missions	1.3.1 Renforcer les capacités des structures en charge du développement local		Les structures en charge du développement local sont renforcées	
	1.3.2 Soutenir l'Association Nationale des Communes du Tchad dans son développement		L'ANCT est soutenue	
	1.3.3 Appuyer les cadres de concertation des acteurs (CPA, CDA, CLA)		Les communes et les cadres de concertation des acteurs (CPA, CDA, CLA) sont appuyés	
	1.3.4 Organiser des voyages d'études et des échanges d'expériences.		Des voyages d'études et d'expérience sont organisés	
BILAN D'ACTIVITES	11 planifiées	4 activités en cours de réalisation	3 tâches exécutées	11 résultats attendus



Figure 1: Evolution des activités et des résultats de la composante 1

Etats réalisation des activités de la composante 2 au 31 mars 2020

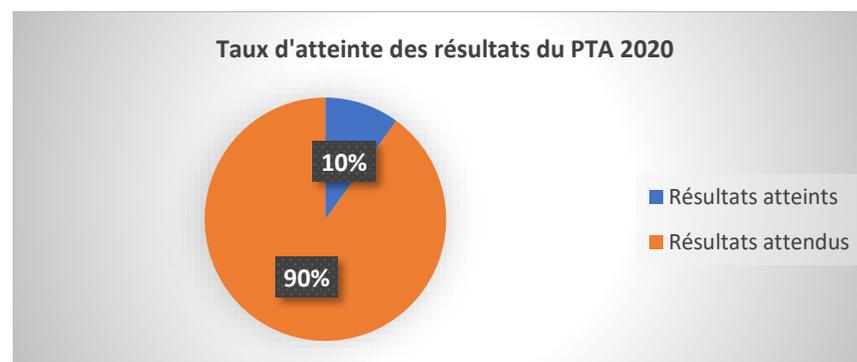
Output	Activités	Statut de l'activité	Tâches exécutées du 1 ^{er} au trimestre 2020	Résultats de l'année 2020 au 30 Juin	Résultats attendus
Output 2.1 : Des coopératives, des associations de développement et des groupements sont organisés, structurés et formés dans le développement des chaînes de valeur à fort potentiel	2.1.1 Appuyer l'opérationnalisation des plans filières dans 5 provinces				Des ateliers d'échanges et des formations sont organisés au profit des producteurs et des conseillers agricoles autour des plans filières ; Au moins deux filières sont valorisées par provinces
	2.2.1 Accompagner l'organisation, la structuration et la formation des MPME en unités de production, de transformation, de conservation et de commercialisation	En cours	Rédaction d'un rapport sur le projet des fermes intégrées, Finalisation d'un modèle d'aménagement hydro-agricole durable et à faible réalisable partout au Tchad	5 comités de gestion des 5 fermes intégrés mis en place	Les producteurs sont organisés en unité de production, des MPME organisées en unités de transformation, de conservation et de commercialisation
Output 2.2 : Des MPME créatrices de valeurs et d'emplois sont opérationnelles et viables	2.2.2 Appuyer la recherche et l'innovation des MPME				Des MPME créatrices d'emplois sont opérationnelles
	2.3.1 Appuyer l'opérationnalisation, le fonctionnement et le suivi de 5 centres provinciaux de métiers ;	En cours		Les éléments techniques de l'ITB sont disponibles	5 centres provinciaux de métiers opérationnels
Output 2.3 : Des centres de métiers et de formation professionnelle basés sur des incubateurs d'entreprises sont durablement fonctionnels	2.3.2 Soutenir l'accompagnement des bénéficiaires des centres provinciaux de métiers ;				Les bénéficiaires des centres provinciaux accompagnés développent des microentreprises
	5 activités planifiées	2 activités en cours	2 tâches exécutées		9 résultats attendus
BILAN ACTIVITES ET RESULTATS					



Etat réalisation des activités de la composante 3 au 30 juin 2020

Output	Activités	Statut	Tâches exécutées au 2ème trimestre 2020	Résultats de l'année 2020 au 30 juin	Résultats attendus
Output 3.1 : Le nombre de personnes (particulièrement les femmes et les jeunes) ayant accès aux services financiers s'est accru grâce à l'extension et à la viabilité des EMF et PSF, utilisant des technologies appropriées, au profit des ménages vulnérables	3.1.1 Mettre en place 60 Guichets et/ou CMSF au sein des CA ;				12 guichets et/ou CMSF sont mis en place dans la Tandjilé
	3.1.2 Appuyer des innovations financières (finance digitale, finance agricole, micro finance verte, micro-leasing, micro-crédit de l'habitat, micro-assurance...) contribuant à l'inclusion financière des populations				Des innovations financières sont appuyées
	3.1.3 Appuyer la promotion de l'éducation entrepreneuriale et financière des ménages (Elaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale d'éducation financière et entrepreneuriale des ménages et des micro-entrepreneurs)				Des sensibilisations / formations en éducation entrepreneuriale et financière sont organisées
Output 3.2 : Le volume des crédits octroyés aux populations cibles et l'épargne mobilisée se sont accru grâce à l'opérationnalisation d'un	3.2.1 Soutenir l'opérationnalisation, le fonctionnement et le suivi de l'EMF de 3ème catégorie (FRG)	En cours		Le mécanisme de mise en œuvre du FRG est validé par	Un EMF de 3 ^{ème} catégorie est opérationnel

Etablissement de Microfinance de troisième catégorie				le comité de pilotage	
	3.2.2 Appuyer le financement des EMF, entreprises et PSF en lignes de crédits, capital-risque, micro-leasing et fonds de garantie (FIF, FDL, FASEC);				Les entreprises et PSF sont appuyés en lignes de crédits, capital-risque, micro-leasing et fonds de garantie
Output 3.3 : Les Acteurs institutionnels, techniques et opérationnels de la finance inclusive sont plus performants et efficaces dans leurs missions	3.3.1 Renforcer les capacités des acteurs institutionnels de Promotion, de contrôle et de surveillance des EMF				Les capacités des acteurs institutionnels de promotion, de contrôle et de surveillance des EMF sont renforcées.
	3.3.2 Appuyer l'APEMF-T dans sa mission de défense des intérêts de ses membres				L'APEMF-T est appuyée dans sa mission de défense des intérêts de ses membres.
	3.3.3 Renforcer les capacités des PST				Les capacités des PST sont renforcées
	3.3.4 Renforcer les cadres de concertation des Acteurs (articulation entre les banques, les EMF, les PSR, les PSF,)				Le cadre de concertation des acteurs du secteur financier est renforcé.
BILAN ACTIVITES ET RESULTATS	9 activités planifiées	1 activités en cours de réalisation	0 tâches exécutés	1 résultats intermédiaires atteints	9 résultats attendus



Etat de réalisation des activités de la composante 4 au 30 juin 2020

Output	Activités	Statut	Tâches exécutées au 2ème trimestre 2020	Résultats obtenus au 30 juin 2020	Résultats attendus
Output 4 : La gestion, la communication, la visibilité, le suivi-évaluation et les audits du programme sont assurés de manière efficace et efficiente	4.1 Assurer la prise en charge du personnel, Fonctionnement, suivi, évaluation et audit	En cours	<p>Organisation d'une réunion extraordinaire du comité de pilotage le 25 avril 2020 ;</p> <p>Organisation de deux missions de suivi de l'état d'avancement des travaux sur le terrain ;</p> <p>Organisation de réunions de suivi tripartite (UGP-entreprises-Bureaux de contrôle)</p> <p>Production d'un rapport de mi-parcours sur l'état d'avancement des travaux de construction des 5 marchés ruraux ;</p>	<p>2 comités de pilotage organisés</p> <p>2 rapports trimestriels produits</p> <p>2 rapports d'avancement des travaux de construction des marchés produits et partagés avec la BADEA</p>	<p>Le personnel ainsi que le fonctionnement du bureau du PADLFIT sont pris en charge, le suivi-évaluation est assuré.</p> <p>3 Rapports trimestriels et 1 rapport annuel produits</p>
	4.2 Appuyer la mobilisation des ressources	En cours	<p>Recrutement d'un consultant en charge de la mobilisation de ressources,</p> <p>Mise en place d'un comité ad hoc chargé de la mobilisation de ressources</p>		Les ressources nécessaires à la mise en œuvre des activités sont mobilisées.
	4.3 Assurer l'évaluation de mi-parcours				Un rapport d'évaluation de mi-parcours produit
	4.4 Renforcer les capacités du personnel (Formations, visites d'échange, conférences et colloques nationales ou internationales)				Les capacités du personnel sont renforcées.
	4.5 Contribuer aux services communs	En cours			

BILAN ACTIVITES ET RESULTATS	5 activités planifiées	3 activités en cours de réalisation	6 tâches exécutées	3 résultats intermédiaires atteints	5 résultats attendus
-------------------------------------	-------------------------------	--	---------------------------	--	-----------------------------

III Suivi des indicateurs de résultats

A la fin de l'année 2019, des progrès ont été réalisés, marqués par l'évolution des principaux indicateurs associés aux différents produits attendus du programme. Depuis le début de l'année, les activités mis en œuvre concernent essentiellement les infrastructures socioéconomiques (marchés ruraux et

aménagements hydroagricoles) dont les impacts ne sont pas encore visibles sur le terrain. Le tableau ci-dessous présente le niveau actuel des indicateurs associés aux résultats et aux objectifs de chaque composante.

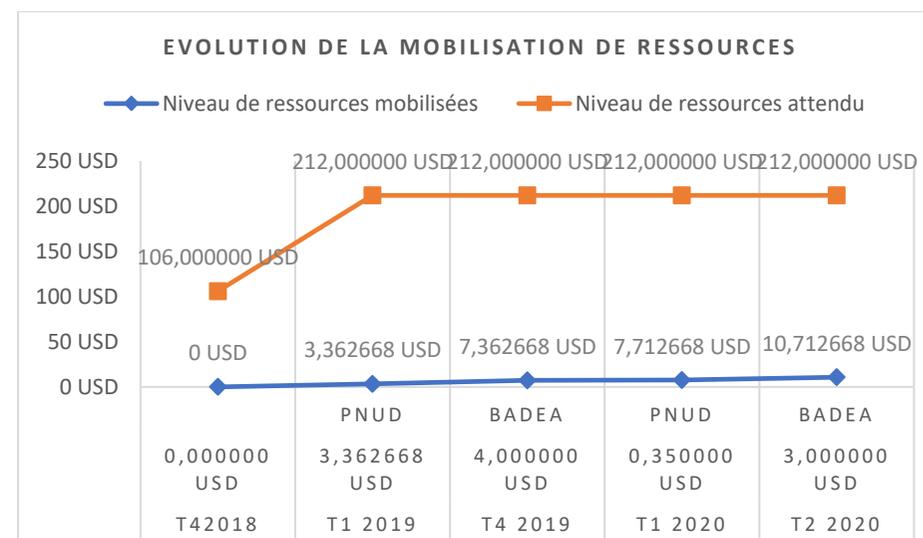
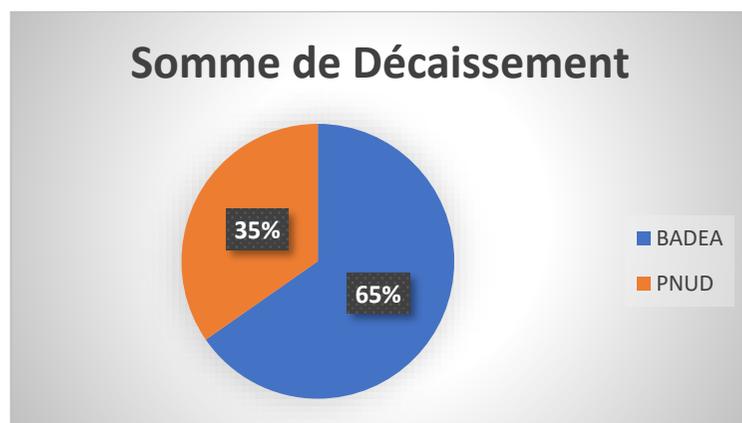
Suivi des indicateurs de résultats

Produits	Indicateurs	Progrès vers l'atteinte des produits
Produit 1.1 : Les Collectivités locales, les entreprises et les ménages disposent de services énergétiques propres favorisant leur accès aux services socioéconomiques de base (eau, santé, éducation et assainissement)	Indicateur 1.1.4 Nombre de ménages y compris promoteurs d'entreprises bénéficiant de services énergétiques. Cible : 12 000 Résultat atteint en 2019 : 2000	La centrale électrique de Laiï est opérationnelle ;
Produit 1.2: Des infrastructures et équipements structurants (Plateformes Multifonctionnelles et autres) sont fonctionnels avec des modules techniques adaptés et opérationnels	Indicateur 1.2.5 Nombre de ménages bénéficiaires des infrastructures et équipements structurants Cible : 12000 Résultat atteint en 2019 : 2000	L'appui à la réhabilitation des bornes fontaines et à la mise en service des châteaux a permis à plus de 2000 ménages de Laiï d'avoir accès à l'eau potable.

<p>Produit 1.3: Les acteurs institutionnels, techniques et opérationnels du développement local sont plus performants et efficaces dans leurs missions.</p>	<p>Indicateur 1.3.4 Nombre de PDP élaborés, actualisés ou mis en œuvre Cible : 1 Résultat atteint en 2019 : 1 PDP et 17 PDC en cours d'élaboration.</p>	<p>Les collectivités autonomes et les populations de la Tandjilé, disposent des outils de décision pour la mise en œuvre des activités de développement grâce aux résultats du diagnostic participatif et de priorisation dans le cadre de l'élaboration du PDP et des dix-sept (17) PDC de la Tandjilé.</p> <p>Les services rendus par l'ANCT, les communes et le ministère de l'administration du territoire et des collectivités territoriales décentralisées ont été améliorés grâce au renforcement des capacités de leurs responsables et cadres dans l'élaboration de budget participatif et de la coopération décentralisée.</p>
	<p>Indicateur 1.3.1 % d'acteurs de développement appuyés Cible : 25% Résultat atteint en 2019 : 13%</p>	
<p>Produit 2.1: Des coopératives, des associations de développement et des groupements sont organisés, structurés et formés dans le développement des chaînes de valeur à fort potentiel.</p>	<p>Indicateur 2.1.2 Nombre de ménages exerçant des activités dans les filières à fort potentiel. Cible : 12000 Résultat atteint en 2019 : 4670</p>	<p>400 groupements et associations de producteurs ont été structurés pour l'exploitation des fermes intégrées et le développement des chaînes de valeur à fort potentiel dans la Tandjilé.</p>
<p>Produit :2.2 : Des MPME créatrices de valeurs et d'emplois sont opérationnelles et viables</p>	<p>Indicateur 2.2.1 Nombre de MPE renforcées Cible : 1000 Résultat atteint en 2019 : 220</p>	<p>30 jeunes entrepreneurs ont mis en place des micro-entreprises créatrices de valeurs et des emplois grâce à l'appui qui leur a été apporté dans le cadre de partenariat avec Tony Elumelu Foundation (TEF).</p> <p>400 groupements et associations de producteurs ont été renforcées pour l'exploitation des fermes intégrées ;</p> <p>190 femmes ont amélioré leurs activités économiques de conservation et de transformation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques grâce au renforcement de leurs capacités en techniques et en matériels de séchage.</p>

<p>Produit :3.1 : Le nombre de personnes (particulièrement les femmes et les jeunes) ayant accès aux services financiers s'est accru grâce à l'extension et à la viabilité des EMF et PSF, utilisant des technologies appropriées, au profit des ménages vulnérables</p>	<p>Indicateur 3.1.1 Nombre de Guichets et/ou Centre Multifonctionnel de Services Financiers Cible : 12 Résultat atteint 2019 : 5</p>	<p>L'accès aux services financiers des groupes cibles (femmes et jeunes) a été amélioré grâce à l'implantation de 5 centres Multifonctionnels de Services Financiers (CMSF) dans les 5 chefs-lieux de départements de la Tandjilé. Le niveau d'inclusion financière de la population notamment des femmes et des jeunes s'est amélioré grâce à l'éducation entrepreneuriale et financière de 15 000 ménages.</p>
	<p>Indicateur 3.1.2 Niveau d'inclusion financière de la population Cible : 10% dont 60% de femmes et de jeunes Résultat atteint en 2019 : Indicateur 3.1.3 Nombre de ménages sensibilisés et formés en éducation entrepreneuriale et financière (EEF) Cible : 12000 Résultat atteint en 2019 : 14000</p>	
<p>Produit :3.2 : Le volume des crédits octroyés aux populations cibles et l'épargne mobilisée se sont accru grâce à l'opérationnalisation d'un Etablissement de Microfinance de troisième catégorie</p>	<p>Indicateur.3.2.1 Fonctionnement et viabilité de l'Etablissement de microfinance Cible : EMF de troisième catégorie opérationnelle Résultat atteint en 2019 : Etude de faisabilité et sensibilisation des bénéficiaires faites</p>	<p>Le mécanisme de mise en œuvre du FRG est validé par le comité de pilotage</p>
<p>Produit 3.3: Les Acteurs institutionnels, techniques et opérationnels de la finance inclusive sont plus performants et efficaces dans leurs missions</p>	<p>Indicateur.3.3.1. % des acteurs institutionnels renforcés dans la promotion et la supervision du secteur de la microfinance Cible : 25% Résultat atteint en 2019 : 5%</p>	<p>Le secteur de la microfinance se professionnalise davantage avec l'élaboration du plan d'affaires 2019-2021 de l'association professionnelle des établissements de microfinance du Tchad (APEMF-T), sa participation à la Semaine Africaine de la Microfinance, le renforcement des capacités des responsables en charge de la supervision et de la promotion.</p>

Produit 4 : La gestion, la communication, la visibilité, le suivi-évaluation et les audits du Programme sont assurés de manière efficace et efficiente	Indicateur 4.1 Nombre de PTA approuvé et signé Cible : 1 Résultat atteint en 2019 : 1	Au total 7 millions de dollars US décaissés par la BADEA ; Un accord de principe a été donné par la BADEA pour assurer le financement supplémentaire de 6,5 millions de dollars nécessaire à la finalisation des activités du PADLFIT dans la Tandjilé
	Indicateur 4.2 Nombre de comité de pilotage Cible : 2 Résultat atteint en 2019 : 2	2
	Indicateur 4.4 Niveau de mobilisation des ressources Cible : 18 500 000 USD Résultat atteint en 2019 : USD 4 000 décaissés et 356 000 000 Dollars US confirmés pour 2020. Plus de 100 000 000 Dollars US sont en attente de confirmation	15 712 668 USD mobilisés dont 7 000 000 décaissés par la BADEA et 3 712 668 par le PNUD



IV Suivi des risques

Le niveau des risques est évalué sur une échelle de 0 à 5, du niveau le plus faible au niveau le plus élevé. Le niveau 0 correspond à la certitude que l'évènement ne se réalisera pas. Le niveau 5 traduit la certitude que l'évènement va se réaliser. En d'autres termes lorsque le niveau du risque est de 0 la probabilité que l'évènement redouté se produise est nulle et lorsque le niveau du risque est

évalué à 5 cela signifie que la probabilité que l'évènement redouté se réalise est de 1 (incertitude nulle). En cette fin du premier trimestre 2020, la crise sanitaire et ses conséquences constituent le principal risque susceptible d'impacter considérablement l'agenda de la mobilisation des ressources et la mise en œuvre du programme.

Risques	Niveau de référence	Niveau au T1	Niveau au T2	Niveau au T3	Niveau au T4	Mesures de mitigation	Niveau d'impact
Retard dans le démarrage et la mise en œuvre du programme	4	2	3			La mobilisation des ressources auprès de la BADEA a permis de lancer les grands travaux de construction des infrastructures socioéconomiques, mais les autres activités prévues ne sont pas encore financées.	Le programme accuse un retard de plus d'une année dans les activités
Faible coordination des activités de partenaires de mise en œuvre	1	1				Le programme est géré en modalité DIM avec un comité de pilotage et un comité national de suivi technique	
Faible engagement des structures gouvernementales	1	1	1			Le programme est mis en œuvre en partenariat avec les autorités locales représentés par un comité de pilotage composé de Ministres et directeurs généraux et d'un CNST composé de techniciens des ministères.	
Faible implication des bénéficiaires directs et des populations de base		0	0			Des sensibilisations sont faites au niveau des différentes localités bénéficiaires lors des missions sur le terrain.	
Détournement des ressources du programme	1	1	1			L'exécution du programme par le PNUD en DIM avec des mécanisme de suivi contrôle supervisé par le Siège	
Insécurité et enlèvement des conflits transfrontaliers	3	3	2			Le respect des normes de sécurité des Nations Unies	Inaccessibilité des zones de conflits comme le Lac.
Crise économique, sociale, sanitaire ou politique ou autre choc exogène	0	5	5			Repositionnement stratégique pour accélérer la mobilisation des ressources et la mise en œuvre de façon à renforcer la résilience économique des populations ; télétravail pour assurer la continuité des activités	La crise sanitaire et les mesures de prévention pourraient potentiellement retarder le calendrier des travaux
Impact potentiel du changement climatique (CC) sur les résultats du programme	2	2	2			Le projet promeut les énergies renouvelables et le modèle d'aménagement en maîtrise totale d'eau, ce qui permet de limiter l'impact du CC sur les résultats.	
Effondrement d'infrastructures	2	2	2			Les ITB pour les constructions des infrastructures sont soumis à la validation ex-ante pour s'assurer de la qualité et garantir la compétitivité du processus de passation de marchés. Les cabinets de contrôle assurent le suivi de la qualité des constructions.	

V Participation et expression des besoins des parties prenantes

Les différentes missions de suivi effectuées sur le terrain ont noté une faible implication des services déconcentrés de l'Etat et des autorités locales dans la réalisation des activités. La nouvelle approche « faire faire », recommandée par le comité de pilotage le 29 janvier 2020 et promue par le programme, devrait répondre à cette préoccupation exprimée avec insistance par les

partenaires locaux. Dans la perspective d'opérationnalisation de cette approche, l'UGP a mis fin à la présence d'une partie de son équipe installée à Laï et a initié la mise en place d'un comité provincial de suivi technique et des comités communaux de suivi des activités pour assurer la relève.

VI Apprentissage et principaux enseignements

Les capacités opérationnelles des entreprises nationales en question

Les retards dans l'avancement des travaux de construction des marchés ruraux dans la Tandjilé, révèlent les limites des entreprises qui ont été retenues pour cette activité. L'impact de ces retards sur la crédibilité du programme appelle à une relecture du processus de sélection des entreprises en tenant compte du contexte tchadien marqué par une faible fiabilité des documents administratifs fournis lors des réponses aux appels

d'offres. La principale question est celle de trouver une méthodologie efficace en conformité avec les règles et procédures de passation des marchés du PNUD. L'esprit et l'objectif des procédures étant sans doute de garantir l'efficacité et l'efficience à travers l'atteinte des résultats à moindre coût, il serait important de prendre en compte le contexte en assurant de la qualité des données produites par entreprises postulantes.

L'opérationnalisation des fermes des fermes intégrées et des aménagements hydroagricoles : un enjeu majeur pour la composante 2

Les difficultés et défaillances constatées dans les travaux d'installation des systèmes de pompage et des réseaux d'irrigation des fermes intégrées sont caractéristiques d'un manque de professionnalisme dans la conduite de cette activité par les entreprises et les prestataires sélectionnés et la faible implication des différentes parties prenantes au niveau local.

Le premier maillon du développement des chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales et halieutiques est la production. Or

l'amélioration de la production agro-sylvo-pastorale et halieutique est au cœur de la vision des fermes intégrées. De ce fait, l'enjeu majeur de la composante 2 est l'opérationnalisation de ces petits aménagements hydroagricoles et leurs extensions dans les différents cantons pour valoriser les filières porteuses. Il s'agit par ailleurs de structurer et de renforcer les capacités des producteurs à travers ces fermes intégrées de façon à mieux exploiter les opportunités de financement prévues par la composante 3 pour le développement de leurs activités.

VII Difficultés rencontrées

- La principale difficulté rencontrée en ce deuxième trimestre de l'année 2020 est la restriction de déplacement associée au changement intervenu dans les conditions de travail à cause de la pandémie de la COVID-19. Ce changement de contexte a affecté l'exécution de certaines activités du plan de travail annuel.
- L'autre difficulté majeure est la gestion des retards sur les chantiers des marchés ruraux. Les entreprises en charge de travaux étant défaillantes sur le plan opérationnel et

financier, il convient de trouver une stratégie efficace pour les accompagner dans la finalisation des travaux.

VIII Les défis

Les défis majeurs à relever sont :

1. La mobilisation de ressources

Sur les 18,5 millions de dollars nécessaires à la mise en œuvre des différentes activités prévues dans la Tandjilé, 7

millions ont été effectivement décaissés par la BADEA dans le cadre de l'accord de prêt de 12 millions signé avec le Gouvernement pour le financement du PADLFIT dans cette province. A ce jour, sur les 424 millions de dollars nécessaires à la mise en œuvre des activités du programme sur l'ensemble du pays seuls 10,712668 USD ont été mobilisés (2,5%).

2. L'enclavement de la province de la Tandjilé.

L'impraticabilité des routes de la Tandjilé pendant la saison des pluies est un handicap que le programme et ses partenaires de mise en œuvre (les entreprises

notamment) devraient surmonter pour faire avancer les activités.

3. L'implication des services déconcentrés et des autorités traditionnelles dans la mise en œuvre et le suivi des activités

Il s'agit pour l'UGP, de trouver un mécanisme opérationnel efficace pour impliquer les services techniques déconcentrés de l'Etat et les autorités communales et traditionnelles dans la mise en œuvre et le suivi des activités du programme pour assurer l'appropriation et la durabilité des réalisations attendues.

IX Perspectives du 3^{ème} Trimestre 2020

Un accent particulier sera mis sur la mobilisation de ressources pour amorcer le déploiement des activités dans les autres provinces où une forte attente est exprimée. Les fonds supplémentaires attendus de la BADEA permettront de finaliser les activités de la province pilote, notamment la mise en place des

unités de transformations, l'installation des kits énergétiques, des stations hydrauliques, la construction des centres culturels, l'aménagement des petits périmètres irrigués dans les 42 cantons de la Tandjilé.

X Conclusions et recommandations

Indépendamment du contexte de crise liée à la COVID-19, les défaillances opérationnelles des entreprises en charge des travaux de réalisation des infrastructures des fermes intégrées et de construction des marchés ruraux ont quelque peu affecté le programme. Cependant, l'unité de gestion qui a pris la pleine mesure de l'ampleur des problèmes et de leurs impacts, a pris des mesures correctives adéquates. Il s'agit entre autres de l'évaluation technique accompagnée de propositions de solutions pour l'opérationnalisation des installations du système d'irrigation des fermes intégrées, de la proposition de révision des décomptes pour permettre aux entreprises en charge de la construction des marchés ruraux de faire face à leurs difficultés financières manifestes. Des réunions de suivi tripartites (PADLFIT-entreprises-bureaux de contrôle) bihebdomadaires ont également été instituées par l'UGP.

Avec le début de la mise en œuvre prochaine de la nouvelle approche visant à confier le suivi des activités aux comités locaux,

c'est une nouvelle étape qui commence. Une étape qui suscite beaucoup d'enthousiasme chez les partenaires locaux (services déconcentrés, autorités communales, administratives et traditionnelles) mais qui devrait être gérée avec beaucoup de rigueur car elle comporte aussi des risques : risque de mauvaise gestion des activités et de non-respect des procédures conformes aux règles de gestion du PNUD. Pour circonscrire ces différents risques et relever le défi de l'appropriation du programme par les partenaires locaux, l'UGP devrait :

- Développer un mécanisme de suivi adapté pour accompagner les différents comités de suivi ;
- Renforcer les capacités techniques des comités de suivi et les doter des termes de références précis ;
- Maîtriser la planification des activités et respecter les chronogrammes.

XI Annexes

Références

Plan de Travail Annuel (PTA) 2020 du PADLFIT (Janvier 2020).

Rapport d'avancement des travaux de construction des 5 marchés ruraux dans la Tandjilé, (Mars-Juin 2020).

Rapport, Mission Suivi et d'évaluation de l'état d'avancement des travaux de construction des cinq marchés et d'implantation des cinq fermes intégrées dans la Tandjilé, du 27 juin au 04 juillet 2020, (Juillet 2020)